



PRÉFET DE LA MANCHE

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
de Normandie

Saint-Lô, le 02 octobre 2017

Unité Départementale de la Manche

Nos réf : JL 2017-452

Affaire suivie par : Jocelyn LEVAVASSEUR

Courriel : jocelyn.levavasseur@developpement-durable.gouv.fr

Tél. 02 50 71 50 54 – Fax : 02 50 71 50 59

Objet : Procédure d'autorisation d'exploiter une Installation Classée – Saint André Plastique à Saint-André-de-L'Epine

Réf. : Transmission de M. le Préfet du département de la Manche en date du 23 août 2017

PJ : Projet d'arrêté préfectoral d'autorisation d'augmenter les capacités de production d'une usine de fabrication de sacs plastiques

Le présent rapport a trait à la demande d'autorisation d'augmenter les capacités de production de sacs plastiques de l'établissement exploité par la S.A.S. Saint André Plastique (SAP) sur le territoire de la commune de Saint-André-de-L'Epine.

Cette entreprise produit actuellement 5 800 tonnes d'emballages par an et son projet consiste à augmenter la production jusqu'à environ 9 000 tonnes annuelles sans modification de la nature des activités exercées.

Le dossier de demande d'autorisation a été déposé le 1^{er} mars 2017 ; or, jusqu'au 30 juin 2017, le porteur de projet avait le choix d'appliquer la nouvelle procédure (autorisation environnementale unique) ou d'appliquer les procédures antérieures. C'est cette seconde solution qui a été retenue par le pétitionnaire.

Le présent rapport synthétise l'ensemble des avis et observations émis dans le cadre de la procédure réglementaire ainsi que l'analyse, les conclusions et propositions de l'inspection de l'environnement sur les suites à réserver à la demande présentée par SAP.



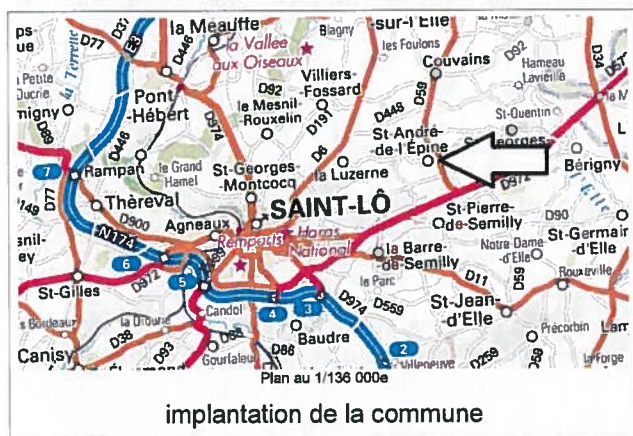
1. PRÉSENTATION

A EXPLOITANT

Société	:	SAINT ANDRE PLASTIQUE (SAP)
Adresse du siège social	:	5 impasse Balleroy 50680 SAINT ANDRE DE L'EPINE
Statut juridique	:	Société par Actions Simplifiée (SAS)
Effectif actuel	:	165 personnes
Capital	:	1 050 000 euros
Activité principale	:	Fabrication de sacs plastiques
Code NAF	:	2222Z
Codes S3IC	:	0053.01618
Présidente	:	Fabienne LEBRETON
Personne en charge du dossier	:	Jean-Michel LEVOY : responsable technique
Personne signataire de la demande	:	Fabienne LEBRETON

L'entreprise SAP appartient au Groupe Saint-André (G.S.A.) qui dispose d'un autre site de production à Rots (Plasticaen). Elle est certifiée ISO 9001 depuis 1994 et BRC Food (British Retail Consortium qui regroupe les principales grandes enseignes de la distribution britannique est le créateur et propriétaire du référentiel « global standard for food safety » → sécurité des aliments) depuis le 29 octobre 2014. SAP s'est engagé dans une démarche « développement durable » depuis 2007.

B LOCALISATION DES INSTALLATIONS



(documents extraits de GEOPORTAIL)

L'établissement exploité par SAP se situe à environ 6 km au Nord-Ouest de Saint-Lô dans la partie Nord du village de Saint-André-de-L'Epine au 5 Impasse Balleroy. Il occupe un terrain appartenant au Groupe Saint-André composé de 14 parcelles pour une superficie totale de 56 954 m² dont 19 559 m² de réserve foncière offrant des possibilités d'extensions futures.

Le site est implanté sur le flanc d'une petite vallée rejoignant au Nord un talweg peu marqué qui se trouve à plus de cent mètres de la limite de propriété. L'altitude des installations actuelles est comprise entre 152 et 148 m NGF.

Le voisinage est composé de maisons d'habitation au Sud et à l'Est du site. Des parcelles agricoles délimitent les parties Nord et Ouest de l'établissement. L'ensemble des parcelles concernées par le projet se situe en zone UX (zone à vocation d'activités) suite à l'approbation du nouveau Plan Local d'Urbanisme le 7 octobre 2016.

C PRÉSENTATION DE L'ENTREPRISE

L'entreprise SAINT ANDRE PLASTIQUE a été fondée en 1973 par un couple d'agriculteurs habitant SAINT-ANDRE-DE-L'EPINE : monsieur et madame LEBRETON. SAP a progressivement augmenté ses capacités de production en se maintenant sur le même site, d'où son attachement à sa commune d'implantation. L'activité de SAP est la fabrication et la vente d'emballages plastiques destinés principalement au marché de l'industrie agroalimentaire. Ces derniers sont réalisés à partir de deux matières : le polyéthylène et le polypropylène. L'entreprise utilise en moyenne 3000 tonnes par an de chacune des matières.

Disposant d'une importante réserve foncière, la nouvelle extension projetée va permettre d'améliorer et rationaliser les conditions d'exploitation. L'activité d'extrusion nécessite des locaux adaptés et une délocalisation sur un autre site apparaît trop coûteuse.

Elle a déjà connu plusieurs extensions successives :

- 1975 : atelier d'extrusion et d'impression,
- 1979 : développement de la « sacherie » et construction d'un bâtiment administratif et extrusion,
- 1981 : broyeur pour valoriser les rebuts de fabrication,
- 1982 : stockage sous-sol et imprimerie-sacherie,
- 1986 : extension de l'extrusion,
- 1991 : bâtiment pré-presse, parking pour le personnel, local « solvants » et local « encres »,
- 1995 : zones de tri et de stockage du polyéthylène et des déchets,
- 1997 : hangar de stockage divers,
- 2005 : quai d'expédition, bâtiment d'approvisionnement des matières premières, unité de traitement des composés organiques volatils (C.O.V.),
- 2015 : aire de dépotage, zone de stockage.

Le procédé industriel se décompose selon les principales étapes suivantes :

- Extrusion : les granulés de polyéthylène sont acheminés dans une vis d'extrusion et soumis à des conditions particulières de température et de pression. Le plastique passe de l'état solide à l'état pâteux (six extrudeuses). La pâte est soufflée pour produire les films (ou gaines) plastiques. Il peut y avoir jusqu'à trois couches de plastiques différents pour constituer un film (coextrusion).
- Transformation : constituée de plusieurs opérations différentes de macro-perforation et de micro-perforation, cette dernière permet les échanges d'air et de vapeur d'eau entre l'intérieur et l'extérieur du sac.
- Impression : cinq machines à imprimer utilisant le procédé de flexographie (procédé d'impression en relief, à transfert direct et assez simple à mettre en œuvre, offrant une bonne qualité de rendu). Environ 50 % des films passent en impression. Les encres utilisées sont liquides et à séchage rapide. Elles sont allongées avec des solvants ou alcools permettant d'obtenir la viscosité souhaitée.
- Bobinage : après transformation et impression, les films ou gaines produits sont conditionnés en bobines sur mandrins en carton.
- Sacherie : les bobines de film sont transformées en sachets à l'aide de neuf machines permettant de les façonner.
- Stockage et expédition : les produits finis sont palettisés, stockés au besoin et expédiés via le quai d'expédition.

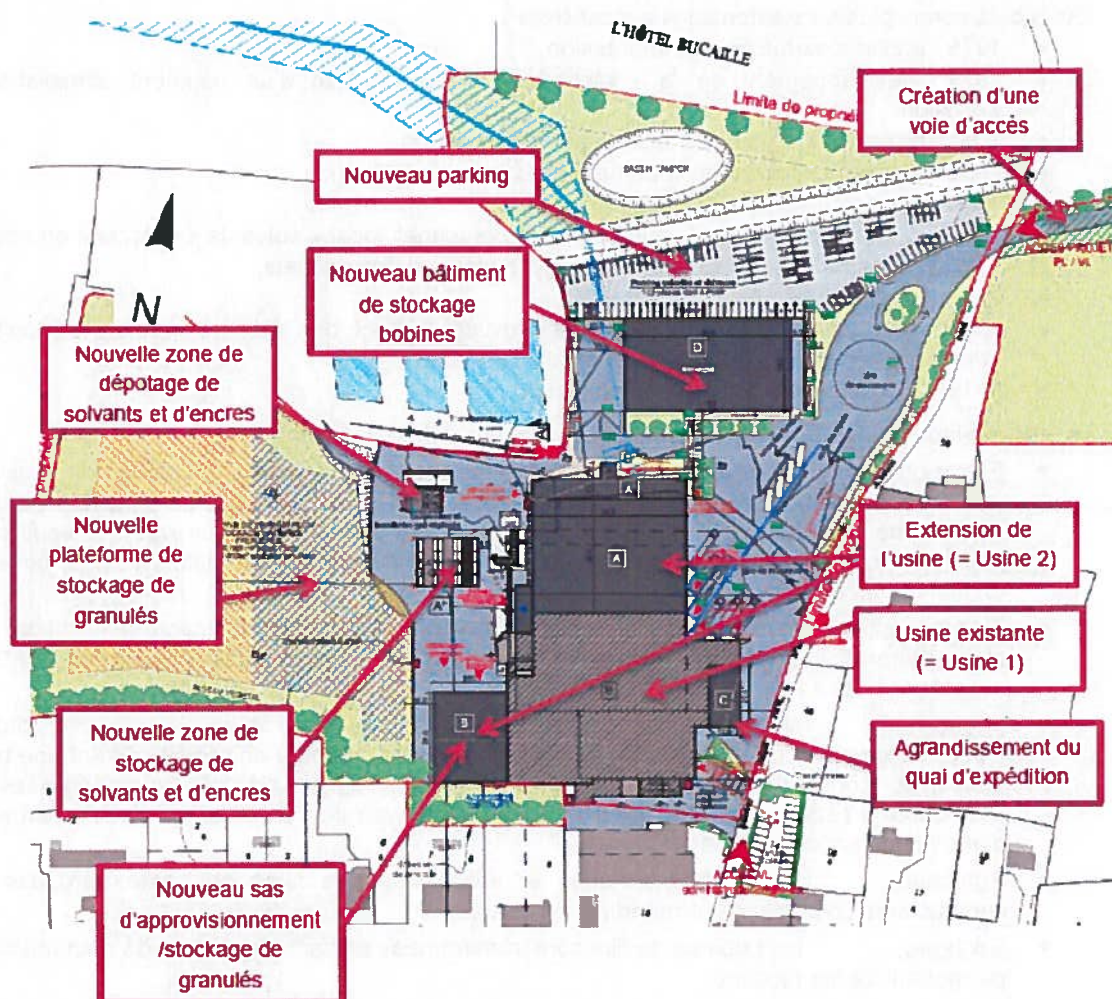
L'impression fait l'objet de deux opérations complémentaires. L'atelier pré-presse est le service où sont fabriqués les clichés qui servent ensuite à l'impression sur les différents films plastiques. L'atelier de préparation des peintures effectue les mélanges (encres, solvants, vernis) en vue de leur utilisation sur les machines d'impression. Il utilise une mélangeuse « à froid ». Le nettoyage de pièces mécaniques est réalisé aussi dans cet atelier au moyen laveuses disposant de cuves fermées.

La mise en œuvre de ces procédés nécessite de recourir à diverses utilités : chargeurs de batterie pour les vingt-sept engins de manutention (puissance totale : 23,4 kW), cinq compresseurs d'air (puissance totale : 142 kW), groupes froids (puissance totale : 129,8 kW). Il convient de noter que le site ne dispose pas de chaudière, mais de trois pompes à chaleur (puissance totale : 32,7 kW).

D PRÉSENTATION DU PROJET

SAP voit son volume d'activité augmenter progressivement et la taille de ses locaux est devenue une contrainte. Il est donc prévu d'augmenter leur surface par une extension des bâtiments existants et la création d'un nouveau bâtiment de production de 2175 m² ce qui permettra d'optimiser l'agencement des activités et d'implanter de nouvelles machines : une extrudeuse, deux imprimeuses flexographie, une débobineuse, deux machines de façonnage des sachets. La production actuelle de 5 800 tonnes d'emballages par an augmentera jusqu'à environ 9 000 tonnes annuelles.

La figure suivante (extraite du dossier de demande d'autorisation) récapitule l'ensemble des extensions prévues :



E CLASSEMENT DES INSTALLATIONS

Le site relève de la directive IED et est soumis à autorisation au titre de la rubrique principale 3670 (traitement de surface de matières, d'objets ou de produits à l'aide de solvants organiques) pour une capacité de consommation de solvant organique de 900 tonnes par an. Ses activités relèvent d'autres rubriques I.C.P.E. soumises à autorisation, enregistrement et à déclaration qui figurent dans le tableau suivant :

N° rubrique	Désignation de la rubrique	Niveau d'activité prévu après évolution	classement
2450-2-a	Imprimeries ou ateliers de reproduction graphique sur tout support tel que métal, papier, carton, matières plastiques, textiles etc. utilisant une forme imprimante 1. Offset utilisant des rotatives à séchage thermiqueA	Consommation de 2500 kg/jour d'encres et de solvants pour la	A

	<p>2. Héliogravure, flexographie et opérations connexes aux procédés d'impression quels qu'ils soient comme la fabrication de complexes par contrecollage ou le vernissage si la quantité totale de produits consommée pour revêtir le support est :</p> <p>a) supérieure à 200 kg/jA b) supérieure à 50 kg/j mais inférieure ou égale à 200 kg/jD</p> <p>3. Autres procédés, y compris les techniques offset non visées en 1/ si la quantité d'encres consommée est :</p> <p>a) supérieure ou égale à 400 kg/jA b) supérieure à 100 kg/j mais inférieure ou égale à 400 kg/jD</p> <p><u>Nota</u> : pour les produits qui contiennent moins de 10 % de solvants organiques au moment de leur emploi, la quantité à retenir pour établir le classement sous les paragraphes 2 et 3 correspond à la quantité consommée dans l'installation, divisée par deux.</p>	flexographie	
3670	Traitement de surface de matières, d'objets ou de produits à l'aide de solvants organiques, notamment pour les opérations d'apprêt, d'impression, de couchage, de dégraissage, d'imperméabilisation, de collage, de peinture, de nettoyage ou d'imprégnation, avec une capacité de consommation de solvant organique supérieure à 150 kg par heure ou à 200 tonnes par an.....A	Capacité de consommation de solvant organique de 900 tonnes/an	A
2661-1-b	<p>Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de)</p> <p>1) Par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, vulcanisation, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 70 t/jA b) Supérieure ou égale à 10 t/j mais inférieure à 70 t/jE c) Supérieure ou égale à 1 t/j, mais inférieure à 10 t/jD</p>	Extrusion de 25 tonnes/jour de polyéthylène	E
2662-2	<p>Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de)</p> <p>Le volume susceptible d'être stocké étant :</p> <p>1. Supérieur ou égal à 40 000 m3A 2. Supérieur ou égal à 1 000 m3, mais inférieur à 40 000 m3E 3. Supérieur ou égal à 100 m3, mais inférieur à 1 000 m3D</p>	Stockage de 5000 m ³ de granulés de polyéthylène	E
4331-2	<p>Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 1.000 tA 2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1.000 tE 3. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 100 tDC</p>	Quantité totale susceptible d'être présente de 183 tonnes	E
2564-A-2	<p>Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces quelconques par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques :</p> <p>A.) Pour les liquides organohalogénés ou des solvants organiques volatils, le volume équivalent des cuves de traitement étant :</p> <p>1. Supérieur à 1 500 lA 2. Supérieur à 200 l, mais inférieur ou égal à 1500 lDC 3. Supérieur à 20 l, mais inférieur ou égal à 200 l lorsque des solvants de mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou à phrases de risque R45, R46, R49, R60, R61 ou des solvants halogénés de mention de danger H341 ou étiquetés R40 sont utilisés dans une machine non fermée.....DC</p>	Deux installations de nettoyage de pièces mécaniques, le volume des cuves de traitement étant de 500 litres au total	D
2663-2-c	<p>Pneumatiques et produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de) :</p> <p>2. Dans les autres cas et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant :</p> <p>a) supérieur ou égal à 80 000 m3A b) supérieur ou égal à 10 000 m3, mais inférieur à 80 000 m3E c) supérieur ou égal à 1 000 m3, mais inférieur à 10 000 m3D</p>	Stockage de 9000 m ³ de bobines de polyéthylène et de polypropylène	D

Régime : A (autorisation), E (enregistrement), D (déclaration)

Au regard des rubriques de la nomenclature présentée en annexe de l'article R.214-1 du code de l'environnement (ancienne nomenclature EAU), il apparaît que l'établissement est soumis à déclaration :

Numéro rubrique	Titre de la rubrique	Etat	Classement
1.1.2.0	Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère par pompage. Le volume prélevé étant supérieur à 10 000 m³/an mais inférieur à 200 000 m³/an	Deux forages, le volume maximal prélevé étant de 35 000 m³/an	Déclaration
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet étant supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha.	Nouvelles surfaces imperméabilisées de 36 869 m² soit 3,7 ha	Déclaration

2. INSTRUCTION

La demande d'autorisation a été signée le 1^{er} mars 2017 par madame Fabienne LEBRETON, président de SAP, le dossier présenté à l'appui de cette demande a ensuite été déposé auprès de la préfecture de la Manche.

A RECEVABILITÉ

La préfecture a sollicité le 6 mars 2017 l'avis de la DREAL sur la recevabilité de ce dossier. Un avis de recevabilité sur la complétude et la régularité du dossier a été délivré le 9 mars 2017.

B AVIS DE L'AUTORITÉ ENVIRONNEMENTALE

En application des articles R.122-6 et R.122-7 du code de l'environnement, la préfecture a sollicité l'avis de l'autorité environnementale sur l'évaluation environnementale du projet. Madame la Préfète de Région a donné son avis le 19 mai 2017, y figure le résumé suivant :

« La société Saint-André Plastique (SAP) créée en 1973 est spécialisée dans la production d'emballage plastique et de bobines imprimées principalement destinées à l'industrie agroalimentaire. Elle emploie 165 personnes. Elle envisage l'augmentation de sa production et par conséquent, l'extension de ses bâtiments et l'augmentation de son effectif à 200 salariés.

Elle est située sur la commune de Saint-André-de-l'Epine, à 6,6 km de Saint-Lô, dans une zone rurale entourée de surfaces agricoles, de maisons d'habitation et à 130 mètres de l'école.

Le projet d'extension des bâtiments se fait principalement sur la parcelle qui accueille l'usine actuelle. La société s'étend sur deux parcelles, l'une qui constituera une réserve de terrain pour stockage des matières premières, la seconde pour l'aménagement d'un parking et d'un bassin de rétention des eaux pluviales.

Le dossier d'étude d'impact est bien présenté. Il permet au public de prendre connaissance de l'ensemble des thématiques concernées par le projet et de ses effets sur le territoire. La société ne se situe ni en site Natura 2000, ni en zone d'intérêt écologique faunistique et floristique (ZNIEFF). L'impact sur la faune et la flore est modéré.

L'extension de SAP sur le site envisagé n'aura pas d'impact paysager notable du fait de la ceinture arbustive qui entoure le site.

Le dossier prend en compte les enjeux majeurs tels que les rejets accidentels de produits toxiques, les émanations de fumées, le trafic routier ainsi que leurs impacts sur l'eau, les ressources naturelles, les riverains (odeurs, nuisances sonores). Ainsi, le projet d'extension participe à la sécurisation du site tant du point de vue humain en éloignant les zones de dangers potentiels de l'habitat, qu'environnemental en améliorant l'outil de production.

Le pétitionnaire a souhaité répondre à cet avis le 7 juin 2017 en fournissant les informations complémentaires suivantes :

Trafic : le surcroît d'activité va engendrer une augmentation du trafic sur le site de SAINT ANDRÉ PLASTIQUE. Actuellement, le trafic de poids lourds à l'entrée de SAP est de 7 camions par jour et passera à 11 camions par jour dans le projet d'extension, soit une augmentation de 4 poids lourds par jour. Cette augmentation s'explique par le passage de camions de matières premières et de produits finis. Actuellement, le trafic de véhicules légers est de 165 véhicules par jour et passera à 220

véhicules légers par jour dans le projet d'extension, soit une augmentation de 55 véhicules légers par jour.

Le chemin évoqué en page 7 de l'avis de l'autorité environnementale correspond à un ancien chemin communal servant d'accès à la STEP de la commune. Ce chemin a été acquis en 2014 par la société pour faciliter, à l'époque, la circulation interne au sein de l'entreprise. En revanche, nous vous confirmons qu'il est bien prévu de créer une nouvelle voie d'accès sur un des terrains propriété de l'entreprise afin de fluidifier le trafic vers la RD 59.

Nuisances sonores : *« les décibels mesurés le 25 novembre 2015 présentent des points de non-conformité en période nocturne. l'entreprise a identifié les sources de bruit. Les installations émettrices de bruit ne peuvent être déplacées. l'exploitant souhaite mettre en place un système de capotage pour atténuer le bruit. A l'issue des travaux, l'exploitant réalisera une nouvelle mesure de bruit. »*

Un devis de DEDICAL a été fourni concernant l'installation d'un système de traitement acoustique. l'entreprise s'engage à effectuer de nouvelles mesures de bruit à l'issue des travaux.

Traitement des déchets : *les quantités évoquées dans l'avis de l'autorité environnementale semblent erronées. En 2015, l'entreprise a généré 72,814 tonnes de déchets dangereux et 1003,857 tonnes de déchets non dangereux.*

C ENQUÊTE PUBLIQUE

Monsieur Claude MADELAINE a été désigné Commissaire enquêteur suivant la décision E170.000 20/14 transmise le 28 mars 2017 par Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Caen.

L'arrêté préfectoral n° 17-215-GH a fixé à son article 1^{er} la réalisation de l'enquête publique du lundi 19 juin 2017 au jeudi 20 juillet 2017 inclus en mairie de Saint-André-de-l'Epine. Les communes dont une partie est comprise dans le rayon d'affichage (rubrique 3670 :3 km) du projet sont les suivantes : Saint-André-de-l'Epine, Bérigny, Couvains, La-Barre-de-Semilly, La-Luzerne, Villiers-Fossard, Saint-Georges-d'Elle, Saint-Lô et Saint-Pierre-de-Semilly.

Le public a été informé de la tenue de cette enquête selon les trois modalités suivantes :

- publicité dans deux journaux locaux 15 jours avant l'ouverture de l'enquête et affichage dans les mairies concernées ;
- mise à disposition numérique d'un registre accessible pendant toute la durée de l'enquête.

Le Commissaire enquêteur a précisé dans son rapport qu'aucun incident n'a eu lieu pendant l'enquête. Aucune personne ne s'est déplacée lors des quatre permanences assurées et aucun courrier n'a été reçu. En conséquence, aucune observation ne résulte de l'enquête.

Le 24 juillet 2017, le Commissaire enquêteur a fait part des résultats de l'enquête au pétitionnaire ainsi que des deux questions suivantes :

1. *Votre activité est spécialisée dans la production d'emballages plastiques et de bobines imprimées, principalement destinées à l'industrie agroalimentaire. Depuis le 1^{er} janvier 2017, la France a pris d'importantes mesures pour réduire fortement la quantité de sacs plastiques utilisés. Les sacs plastiques à usage unique sont interdits, les sacs oxo-fragmentables (dégradation par oxydation) le sont aussi.*
 - *Ces dispositions vont-elles avoir un impact sur vos quantités prévues à la production ?*
 - *Les composants utilisés vont-ils également changer dans l'élaboration de vos emballages ?*
 - *Allez-vous dans ce cas, dans un avenir à moyen terme, vous tourner vers la fabrication de nouveaux sacs biosourcés compostables ?*
2. *Votre usine est située en milieu bocager et très rural, assez éloignée d'un pôle important, la fibre optique vous a-t-elle été proposée, si ce moyen de communication n'est pas actuellement présent*

au sein de votre établissement ? Par quels moyens réussissez-vous à transmettre de lourds et complexes dossiers dans l'hexagone, voire le monde entier, vers vos clients ?

Le 1^{er} août 2017, le pétitionnaire a produit un mémoire en réponse aux questions du Commissaire enquêteur. Outre le rappel de la loi sur la transition énergétique du 19 août 2015, il apporte les informations suivantes :

1. *Cette loi vise les sacs dits « sortie de caisse ». tous les autres emballages utilisés pour le conditionnement hors du point de vente (conditionnement industriel) sont autorisés, ce qui représente la majorité de l'emballage souple en France et la quasi-totalité des productions réalisées (environ 99%) par Saint-André-Plastique. Deplus et concernant les années futures, il est important de préciser que le sac en plastique d'origine végétale n'est pas une solution permettant de répondre à l'ensemble des exigences de l'industrie agroalimentaire compte-tenu de ses caractéristiques et de ses conditions de dégradation. En effet, si cette solution vise en premier lieu le conditionnement de produits dits « secs », en revanche, les produits surgelés, la viande, etc. exigent certaines caractéristiques d'emballage que n'offrent pas les sacs plastique d'origine végétale compostables. A noter enfin que tous les tests concernant les migrations globales et spécifiques n'ont pas encore été établis et qu'il est fort probable qu'une partie des produits secs ne pourra pas bénéficier de ce type de plastique d'origine végétale, conformément aux exigences de la réglementation européenne.*

Enfin, il nous paraît important de rappeler qu'une part du chiffre d'affaire de la société Saint-André Plastique s'appuie sur les productions destinées au marché de l'export (Europe et reste du monde) qui à ce jour n'est pas impacté par le même type de réglementation. L'entreprise confirme par ailleurs sa volonté de développer sa part de production tournée vers le marché de l'export.

Nous pourrions toutefois effectivement penser que cette loi pourrait impacter en partie l'activité de SAP, en particulier au travers de l'activité » de sa filiale PLASTICAEN spécialisée dans la distribution du type de sacs visés par cette nouvelle réglementation. Or, il faut savoir que SAP dispose depuis quelques années déjà d'une vraie expérience dans la production de sachets biodégradables depuis l'extrusion de ce type de matière jusqu'à sa transformation en sacs. Cette expérience accompagnée d'une veille technique et technologique très marquée dans la philosophie de l'entreprise permet donc aujourd'hui de faire face à cette loi sur la transition énergétique en proposant d'ores et déjà des solutions d'emballage issues de matières renouvelables et compostables. De plus, certains des clients de PLASTICAEN ont choisi l'option du 50 microns, produits que nous fabriquons déjà pour d'autres secteurs.

L'entreprise continuera donc, comme elle le fait depuis sa création, de s'adapter aux différentes obligations environnementales et contraintes du marché en s'appuyant sur son esprit d'innovation.

2. *Concernant votre interrogation sur l'accès au très haut débit (fibre,...), nous vous informons qu'une demande de raccordement a été transmise à Manche Numérique en janvier 2017. Manche Numérique nous a répondu en retour que le raccordement du bourg de Saint-André-de-l'Epine à la fibre, n'était pas prévu au budget pour le moment. On peut donc légitimement penser que la problématique pourrait être réétudiée prochainement. Pour autant notre société bénéficie aujourd'hui d'un raccordement SDSL avec une liaison VPN permanente avec notre filiale PLASTICAEN. Cette connexion nous permet la navigation sur internet et la communication avec nos fournisseurs et clients ainsi que l'échange de fichiers avec ces derniers.*

L'entreprise a déjà réfléchi à d'autres alternatives pour faire face au manque de raccordement à la fibre et répondre ainsi aux besoins futurs. Nous savons d'ores et déjà que le débit de notre raccordement SDSL actuel peut être boosté ou bien encore soutenu par une solution Haut Débit 4G fixe.

Vous pouvez ainsi comprendre que cette question d'accès au Très Haut Débit a déjà fait l'objet d'une étude dans le cadre de notre projet de développement et qu'il existe ainsi des solutions qui permettent de répondre à nos besoins futurs.

Au vu de ces réponses, le Commissaire a émis le 19 août 2017 un avis favorable à la demande présentée par Madame Fabienne LEBRETON, Présidente de la société Saint-André-Plastique, située sur la commune de Saint-André-de-l'Epine, en vue d'être autorisée à agrandir son établissement.

D AVIS DU C.H.S.C.T. DE L'ÉTABLISSEMENT

Le dossier de demande d'autorisation a été présenté lors d'une réunion extraordinaire du Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de l'établissement le 23 août 2017. Les membres ont émis un **avis favorable** à l'unanimité,

E AVIS DES CONSEILS MUNICIPAUX

Les conseils municipaux suivants ont émis un **avis favorable** sans réserve :

- Saint-André-de-l'Epine le 30 juin 2017,
- Villiers-Fossard le 29 juin 2017,
- Berigny le 12 juin 2017,
- Saint-Pierre-de-Semilly le 23 juin 2017.

F AVIS DES SERVICES ADMINISTRATIFS ET AUTRES ORGANISMES PUBLICS

- **Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Manche le 13 juillet 2017 :**

« **Avis favorable** à la réalisation de ce projet sous réserve de :

1. *suivre en tous points les règles de sécurité qui seront imposées au pétitionnaire, par le service chargé du contrôle des installations classées pour la protection de l'environnement, le projet relevant du titre I du livre V du code de l'environnement.*
2. *Respecter les règles générales de sécurité rappelées dans le dossier de demande d'autorisation.*
3. *s'assurer que la défense extérieure contre l'incendie prévue dans le projet présente bien les caractéristiques réglementaires de contenance en eau et de débit, d'accès et de mise en œuvre. De plus :*
 - *procéder à la pesée en simultané des trois poteaux d'incendie afin de déterminer le débit utilisable (au vu du maillage du réseau, il semble incertain d'envisager un débit de 120 m³ pendant deux heures sur chacun des trous poteaux d'incendie et ce en simultané).*
 - *planter une réserve d'incendie d'un volume au moins égal à 240 m³ au Nord du site. Dans le cas où des difficultés techniques seraient rencontrées pour réaliser cette prescription, le pétitionnaire pourra se renseigner auprès du SDIS.*
4. *Au vu des caractéristiques des principaux liquides inflammables présents sur le site et des scénarios envisagés (scénario D : incendie du stockage des encres et solvants, scénario E : feu de nappe au niveau du dépôtage des solvants), le SDIS préconise la mise à disposition d'un volume utilisable d'émulseur sur le site par l'exploitant afin de pouvoir être en mesure d'éteindre un feu de liquides inflammables.*

Ce volume d'émulseur mis à disposition des services d'incendie et de secours ne devra en aucun cas être inférieur à 2400 litres. Le SDIS invite le pétitionnaire à se rapprocher de ces services afin de pouvoir évaluer correctement et précisément le type et le volume d'émulseur à mettre à disposition sur le site par l'exploitant afin de faciliter l'action des services d'incendie et de secours dans sa lutte contre le feu de liquides inflammables dans l'enceinte de l'entreprise. »

- **INAO le 29 mars 2017 :**

« **Pas d'objection à formuler à l'encontre de ce dossier dans la mesure où celui-ci n'affecte pas l'activité des AOP, AOC et IGP concernés. »**

- **Direction Régionale des Affaires Culturelles le 22 mai 2017 :**

« Après examen du dossier, je vous informe que, en l'état des connaissances archéologiques sur le secteur concerné, de la nature et de l'impact des travaux projetés, ceux-ci ne semblent pas susceptibles d'affecter des éléments du patrimoine archéologique. Ce projet ne donnera pas lieu à une prescription d'archéologie préventive. »

- **Direction Départementale des Territoires et de la Mer (Délégation Territoriale centre) le 21 juillet 2017 :**

« Le nouveau Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-André-de-l'Epine a été approuvé le 7 octobre 2016. Les parcelles concernées par le projet, numérotées ZD 115, 117 ont changé de numérotation cadastrale. Elles portent désormais respectivement les numéros ZD 22 et 23. L'ensemble des parcelles concernées par le projet se situent en zone UX, zone à vocation d'activités.

Les plans détaillés du réseau d'eau potable et du bassin tampon sont absents du dossier. De plus, le dimensionnement, le fonctionnement, l'accès, l'entretien et la surveillance du bassin tampon ne sont pas détaillés.

En cas d'incendie, la gestion des eaux d'incendie n'est pas précisée.

Par ailleurs, pour ce qui concerne le volet sécurité routière et la création d'une voie nouvelle d'accès raccordée à la RD 59 et située au Nord du site sur la parcelle ZC 9, la visibilité de sortie à gauche sur la RD 59 est masquée par un talus longeant le virage. Un dégagement de visibilité devra être prévu permettant une distance de visibilité de 200 mètres de part et d'autre de ce futur accès situé notamment hors agglomération.

Cette voie nouvelle ainsi que le nouveau parking attenant se situent, sur la partie gauche non loin des bassins de décantation, en début de zone inondable. »

- **Agence Régionale de Santé le 31 juillet 2017 :**

« Site d'implantation

...Compte tenu de la nature des émissions (principalement gazeuses) attendues du fonctionnement de l'activité, listée IED à l'annexe I de la directive n° 2010/75/UE, du caractère « sensible » du site de son implantation, en bordure immédiate du bourg de Saint-André-de-l'Epine comportant une école distante de 130 mètres, ainsi que du mode de fonctionnement continu des installations, l'examen de ce projet nécessite une démarche particulière en matière d'analyse de risques sanitaires pour la population riveraine.

Gestion des effluents gazeux

Les émissions atmosphériques et leur traitement constituent l'un des principaux enjeux de cette installation et de son extension. Le dossier mentionne la formalisation d'un plan de gestion des solvants réalisé en 2010. Pour réduire ces émissions, le choix de l'entreprise s'est notamment porté sur le traitement d'oxydation thermique des rejets canalisés. La description de ce procédé a été fournie mais soulève quelques questions.

Le bureau Véritas a procédé à des mesures des émissions atmosphériques. Il est précisé que les mesures ont été réalisées en fonctionnement normal de l'installation avec une température de combustion à 850°C. Or, la société SAP mentionne un fonctionnement de la chambre à combustion de 750°C. Quelle est la température optimum de fonctionnement pour limiter les émissions ? Quelle sera la température de la chambre de combustion ?

Par ailleurs, il est précisé qu'en cas de dysfonctionnement de l'installation (défaut), l'installation se coupe automatiquement, et une alarme est déclenchée. Il serait intéressant de préciser sur quel paramètre l'installation se coupera (température ? Autre facteur ?) et quelles sont les solutions mises en place dans ce cas pour limiter les rejets atmosphériques.

Nuisances sonores

Les résultats du constat sonore réalisé en novembre 2015 et fournis dans le dossier, montrent plusieurs points de non-conformité en limite des habitations les plus proches notamment en période nocturne où des émergences particulièrement excessives ont été mesurées (33,5 dBA calculée pour la ZER 1 et 16 dBA pour la ZER 7). L'origine de ces nuisances semble en partie identifiée (groupe froid en extérieur à proximité du point, ventilation...) et le dossier précise que des mesures correctives seront apportées dans le cadre de la restructuration prochaine des locaux. Par ailleurs, le déplacement de l'accès à l'établissement, au Nord du site (donc plus éloigné des habitations) ainsi que des parkings réservés au personnel, constituent des mesures préventives intéressantes qui contribueront à réduire les nuisances sonores connexes à l'activité qui s'exerce 24H/24 et 7j/7.

Il est utile de rappeler que l'écran végétal ne réduit pas la propagation du bruit même s'il permet d'en masquer l'origine. Le projet d'extension devra s'appuyer sur les mesures réalisées pour prévoir les dispositions constructives (agencement des locaux, positionnement adapté des groupes froid, matériaux utilisés...) et correctives (capotage du groupe froid par la société déjà prévu par la société SAP...) de manière à réduire les émergences à un niveau conforme en limite de ZER.

Compte tenu de la proximité des habitations et du fonctionnement continu des installations, une campagne de mesures acoustique pourrait être réalisée 6 mois après mise en service des nouvelles installations.

Gestion de l'eau

Ressources :

Le dossier précise l'existence de deux forages privés qui constituent l'essentiel de la consommation en eau de l'entreprise (94 m³/j pompés en moyenne contre 3,3 m³/j prélevés sur le réseau public). Ces forages privés sont destinés à l'arrosage d'espaces verts, de refroidissement et de pompe à chaleur en mode froid. Un réseau distinct d'eau de ville permet de desservir le lavage des mains, l'alimentation des RIA, la salle de pause et le laboratoire.

Le réseau est actuellement équipé d'un clapet anti-retour. La mise en place d'un disconnecteur de zones de pression différentes non contrôlables entre la jonction de raccordement du réseau public d'alimentation en eau potable et du réseau d'alimentation en eau privée est un dispositif de protection plus performant. Ce dispositif doit faire l'objet d'une maintenance régulière et d'une vérification a minima annuelle.

Gestion des eaux résiduaires :

Alors que la ressource fait l'objet d'un comptage annuel précis, les volumes d'eaux résiduaires sont estimés selon des ratios (p.63). Même si les embauches supplémentaires liées à l'extension ne se traduiront pas nécessairement par autant de personnes sur site en même temps du fait des emplois postés, cette évolution aura néanmoins un impact significatif sur les volumes d'eaux sanitaires rejetées dans le réseau d'assainissement public. Une autorisation de déversement a été obtenue auprès de la collectivité gestionnaire de système d'assainissement pour ce rejet.

État des milieux – rapport de base

En application des articles L.515-30 et R.515-59 du code de l'environnement, le dossier comporte un rapport de base censé contenir les informations nécessaires permettant de comparer l'état actuel du sol et des eaux souterraines avec l'état du site lors de l'arrêt définitif de l'installation.

Le rapport figurant en annexe du dossier recommande la réalisation d'un plan d'investigation des sols et des eaux souterraines comportant la recherche d'éléments traceurs (composés organiques halogénés volatils dans les sols, métaux dans les eaux, HAP, HCT, BTEX dans les deux matrices...) témoignant d'éventuels transferts via les eaux ou les sols de substances provenant des produits utilisés (matières premières) ou rejetés (déchets) par les installations. Ce plan d'investigation n'a été que partiellement mis en œuvre.

De plus, la société dispose de peu d'éléments sur le forage réalisé en 1984.

La société s'est engagée, le 28 juin 2017, à actualiser le rapport de base (sondages et analyses de sols, prélèvements et analyses des eaux souterraines).

Impact sur la santé – Évaluation de risques sanitaires

L'évaluation des risques sanitaires, indique retenir les principales substances présentes dans les émissions canalisées et diffuses et associées à une exposition chronique des populations riveraines par inhalation. Cette sélection porte sur les substances présentes dans les émissions après oxydation, complétées des oxydes d'azote et du monoxyde de carbone.

Des modélisations ont été réalisées à partir des substances retenues et des flux attendus suite à l'extension, mais seules les cartographies obtenues et les concentrations maximales issues de la modélisation sont rapportées dans le dossier. Pour les substances retenues, celles-ci conduisent à des indices de risque non préoccupants pour la population exposée.

Comme précisé dans la rubrique précédente, à l'issue de l'actualisation du rapport de base, l'évaluation des risques pourrait être complétée à l'appui des données caractérisant l'état des matrices eaux et sols sous-jacentes au site de manière à augmenter la pertinence de cette approche par un inventaire plus exhaustif des sources éventuelles d'émissions et de transfert.

En conclusion, sous réserve des observations formulées ci-dessus, j'émet un **avis favorable** à l'extension de la société Saint André Plastique. »

G TRANSMISSION AU PÉTITIONNAIRE DES OBSERVATIONS RÉSULTANT DE LA PROCÉDURE

Les observations résultant de la procédure réglementaire ont été transmises au pétitionnaire le 12 septembre 2017 afin qu'il y apporte des réponses permettant de finaliser l'instruction de son dossier de demande d'autorisation.

Les éléments de réponse apportés par ce dernier le 26 septembre peuvent être ainsi résumés :

- Le rendement optimal du RTO (oxydateur thermique de solvants) est conditionné par la température, le temps de séjour et la turbulence. La valeur de 750 °C indiquée dans le dossier correspond à une valeur nominale, mais les températures de fonctionnement varient entre 750 °C et 850 °C. En cas de température excessive dans l'une des chambres, de manque de combustible ou de panne mécanique, l'oxydateur thermique se coupe automatiquement.
- Des solutions de réduction de bruit vont être mises en œuvre et une campagne de mesure de bruit sera effectuée à l'issue des travaux.
- Confirmation de l'absence de connexion entre le réseau d'alimentation en eau potable et le réseau privé.
- Suite au rapport de base, une campagne d'investigation des sols et des eaux souterraines a été réalisée en juin 2017, elle a montré l'absence de toute contamination.
- Une réunion s'est tenue avec le SDIS le 18 septembre 2017 à l'issue de laquelle ont été confirmés la vérification du débit des poteaux et la création d'une réserve d'au moins 120 m³, le bassin de régulation des eaux pluviales sera compartimenté et son volume porté à 1900 m³.
- Une réserve d'émulseurs va être mise en place en accord avec les pompiers.
- Le plan local d'urbanisme de la commune de Saint-André-de-L'Epine a été approuvé le 7 octobre 2016, les parcelles ZD 22 et 23 sont devenues ZD 113, 114, 115, 116 et 117.
- La société SOGETI a retenu une capacité de 1896 m³ pour le bassin de régulation qui sera dimensionné à 1900 m³ (choix de SAP).

3. ANALYSE DE LA DEMANDE

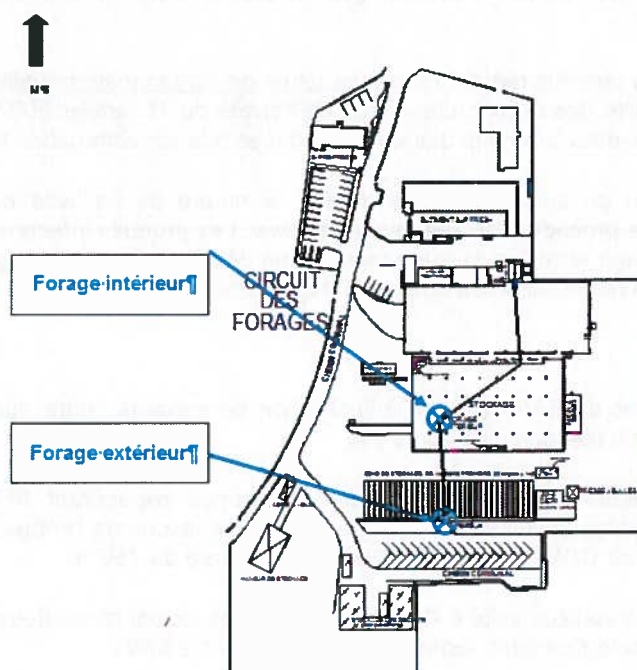
Dans le cadre de l'instruction de la demande, l'Inspection des Installations classées a procédé à une analyse approfondie des impacts et des risques liés au projet au regard des enjeux environnementaux.

Le dossier et plus particulièrement l'étude d'impact a été monté avec le concours de l'agence de Mont-Saint-Aignan (76) de la S.A.S. NEODYME dont le siège social est situé à Joué-les-Tours (37). Il apparaît que le projet n'aura pas d'effets cumulés avec d'autres projets connus dans le département.

A EAU

La Vire, à 7km, est le cours d'eau important le plus proche de l'établissement. Le ruisseau de la Dollée prend sa source sur le site SAP, il se jette dans la Vire à Saint-Lô et n'est pas impacté par le projet. Il existe à 2,5 km un captage utilisé pour la production d'eau potable et dans un rayon d'un km un forage agricole (900 m) et un forage à usage domestique (170 m).

L'établissement exploite deux forages pour l'entretien des espaces verts les pompes à chaleur en mode froid (circuit semi-ouvert) et le refroidissement (circuit fermé) : (voir ci-dessous leur implantation extraite de l'étude d'impact)



Le forage intérieur est antérieur à 1984, il est protégé par une dalle métallique et aucun produit liquide n'est stocké à proximité. Le forage extérieur a été réalisé en 2008 (profondeur de 100 m avec un triple busage sur 34 m, une dalle de propreté de 3m² et une tête protégée par un couvercle).

L'eau de ville (protégée par un clapet anti-retour) est utilisée pour les sanitaires, le réseau des Robinets Incendie Armés et le laboratoire R&D. Les réseaux « eau de ville » et « forages » sont totalement distincts.

Les consommations ont été les suivantes en 2015 :

Consommation totale	Consommation eau de ville	Consommation forages
31 540 m ³	1592 m ³	29 948 m ³

L'établissement ne rejette pas d'eau industrielle. Le projet aura un effet négligeable tant sur les consommations que sur les rejets (nouveaux sanitaires suite à l'embauche de 35 personnes et deux

pompes à chaleur supplémentaires).

Les eaux pluviales sont traitées dans un dégrilleur puis un séparateur d'hydrocarbures avant rejet dans le milieu naturel. L'établissement a prévu de se doter d'un bassin tampon pour réguler ses rejets au milieu récepteur si l'autorisation d'extension est obtenue. Une étude de dimensionnement réalisée par SOGETI INGENIERIE INFRA a été fournie le 8 août 2017. Le volume de ce bassin sera de 1900 m³ avec un débit de fuite de 39 l/s.

B Sol

L'établissement relevant de la rubrique 3670 de la nomenclature ICPE (activité IED → directive relative aux émissions industrielles), un rapport de base de l'état de pollution du sol a été élaboré par le bureau d'études NEODYME en janvier 2015. Il a préconisé la réalisation d'investigations de terrain. Cette deuxième phase de diagnostic de la qualité environnementale des sols et des eaux souterraines a été menée à bien par NEODYME en juin et juillet 2017. Son rapport a été reçu le 2 août 2017 par le service instructeur.

Cinq prélèvements de sols bruts ont été réalisés jusqu'à 2m de profondeur et les eaux souterraines ont été prélevées dans les deux forages de l'établissement. Les sols ont été analysés au niveau des paramètres suivants : hydrocarbures totaux, composés organiques halogénés volatils, BTEX. Les paramètres suivants ont été mesurés sur les échantillons d'eaux souterraines : hydrocarbures totaux, arsenic, cadmium, chrome, cuivre, mercure, plomb, nickel, zinc, BTEX, HAP, nitrates, nitrites, phosphore, azote, DCO.

L'ensemble des résultats obtenus montre l'absence totale de contamination (valeurs toutes inférieures à la valeur limite de qualité des eaux brutes issue de l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine).

Les risques de pollution du sol sont limités de par la nature de l'activité exercée, il n'y a pas d'utilisation d'eau dans le procédé industriel mis en œuvre. Les produits inflammables de type encres et solvants sont stockés sur rétention sur une plate-forme dédiée et leur dépotage se fait sur une aire spécifique équipée d'une rétention enterrée en cas de déversement.

C AIR

Les rejets atmosphériques de SAP sont liés à l'utilisation de solvants, entre autres dans les encres. Aucune source d'odeur n'a été identifiée sur le site.

Depuis 2005, l'établissement utilise un oxydateur thermique régénératif (RTO) pour traiter les émissions de composés organiques volatils (COV) canalisées issues de l'impression et du nettoyage de pièces mécaniques. Les COV sont détruits à une température de 750 °C.

Les nouvelles machines installées suite à l'extension de l'usine seront raccordées à l'oxydateur dont la puissance thermique sera légèrement augmentée (0,7 MW → 1,2 MW).

Le pétitionnaire met à jour chaque année son plan de gestion des solvants (voir le schéma de principe page suivante). En 2016, environ 708 tonnes de solvants ont été utilisées. Les flux de solvants acheminés vers le RTO ont été d'environ 290 tonnes, après traitement le rejet de solvant a été inférieur à 3,8 tonnes soit un rendement épuratoire de près de 98,7 %. il convient de rappeler que la mise en service de cet équipement a été réalisée avec l'accompagnement de l'ADEME.

Le RTO fait l'objet d'un suivi hebdomadaire par un technicien du service maintenance à chaque prise de poste, d'un entretien annuel par la société RTO Euroclean et l'organisme de contrôle (Bureau Véritas) effectue une campagne annuelle de mesure des rejets atmosphériques. Les résultats du 7 juin 2016 sur les poussières montrent la conformité des rejets aux seuils réglementaires (de 30 à 500 fois inférieurs à la valeur limite d'émission).

La réalisation du projet va induire le remplacement du RTO actuel par un nouveau dimensionné en conséquence et qui permettra la cogénération. Il convient de rappeler que cette technique répond aux MTD en cours de validité.

Des arbres et arbustes utilisés pour réaliser les haies seront majoritairement à feuillage persistant afin d'éviter les feuilles mortes qui vont à l'encontre des règles induites par la certification BRC. Cette implantation permettra de limiter l'impact visuel et de protéger les bâtiments contre le vent. La haie de 180 m à droite sur la figure sera de type bocager, elle sera située au creux du talweg. Une haie de haut jet de 200 m suivra les limites de propriété au Sud-Ouest.

La création de ces murs végétaux constituera en outre une réserve de biodiversité.

Il n'y a aucun monument historique classé ou inscrit, aucun site archéologique ou protégé à proximité de SAP.

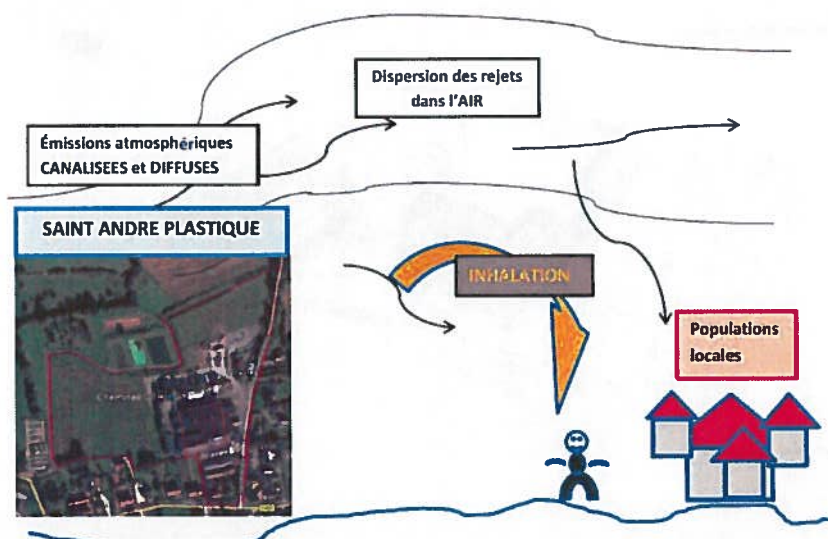
F RISQUES SANITAIRES

Il n'y a aucun monument historique classé ou inscrit, aucun site archéologique ou protégé à proximité de SAP. La commune de Saint-André-de-l'Epine compte 562 habitants. Deux établissements recevant du public (ERP) sont proches de l'établissement. Il s'agit de l'école primaire publique (130 m) et de la mairie (190 m).

Les nuisances sonores et olfactives sont réduites, ce sont les rejets atmosphériques qui représentent l'impact potentiel le plus important sur le voisinage. Les paramètres qui figurent dans le tableau suivant sont pris en compte dans le cadre de l'évaluation des risques sanitaires.

	Flux total en kg/h canalisé actuel	Flux total en kg/h diffus actuel	Flux en kg/h canalisé futur	Flux en kg/h diffus futur
Propane-2-ol	0,094	0,35	0,15	0,55
1-méthoxy-2-propanol	0,0052	0,019	0,0083	0,03
Butanone	0,03	0,11	0,048	0,18
COVNM	1,845	6,96	3,04	11,1
Oxydes d'azote	2,5	-	4	-
Monoxyde de carbone	2,5	-	4	-

Les premières habitations en limite de propriété de l'établissement sont situées à au moins 50 m des sources d'émission. Le schéma conceptuel d'exposition est le suivant :



Les mesures sur les rejets canalisés (RTO) ainsi que sur les rejets diffus (sacherie, perforation/bobinage) montrent le respect des seuils réglementaires. Les résultats de la caractérisation des risques se traduisent par des indices de risque nettement inférieurs (de l'ordre de 1000 fois) au seuil de 1 malgré une hypothèse majorante : présence de la population 24h/24, 365j/an sur la zone où les concentrations atmosphériques modélisées sont maximales.

La somme des indices de risque atteint seulement 0,001 sur la zone potentiellement la plus impactée située dans les limites de propriété de l'établissement. Au vu de ces résultats, dans une situation future, l'augmentation de la consommation de matière première de 60 % n'aura pas d'impact préoccupant pour les populations aux alentours du site.

G CIRCULATION

L'accès à SAP se faisait jusqu'à présent par l'impasse Balleroy, via les départementales D59 et D972. Cette dernière connaît un trafic moyen de 7777 véhicules par jour. Le projet prévoit la création d'un nouvel accès par le Nord qui permettra de limiter l'impact des camions dans la commune. Une étude de mise en place a été réalisée et communiquée au Conseil départemental qui l'a validée le 23 janvier 2017. Une zone sera arasée afin d'assurer un dégagement suffisant pour la visibilité.

Un chemin de randonnée impacté par ce projet sera néanmoins maintenu et sécurisé par la pose d'un ralentisseur, la création d'un passage piéton et son éclairage.

L'accès par l'impasse Balleroy sera conservé pour le personnel administratif et les visiteurs de l'établissement.

H DÉCHETS

La mise en œuvre du projet ne va générer aucune modification de la nature des déchets produits, mais une augmentation de leur quantité. En 2015, SAP a généré 72,814 tonnes de déchets dangereux et 1003,857 tonnes de déchets non dangereux.

Les filières d'élimination en fonction de la nature des déchets sont en place. La collecte des déchets dangereux est assurée par CHIMIREC (35) et par CMS High Tech (28) en complément. Les déchets non dangereux sont pris en charge par GDE (14) ou AQUIPLAST (33).

I RISQUES ACCIDENTELS

En dehors du risque foudre, l'établissement n'est pas exposé à des dangers induits par son environnement (séisme, inondation,...). Une analyse du Risque Foudre a été réalisée par l'APAVE le 2 juillet 2015, elle a conclu à la nécessité de mettre en place des moyens de protection sur les bâtiments principaux, la cuve de propane et l'unité de traitement des solvants.

En conséquence, elle a été complétée par une étude technique foudre, une notice de vérification et de maintenance ainsi qu'un carnet de bord réalisés par SYNELIOS en juillet 2015.

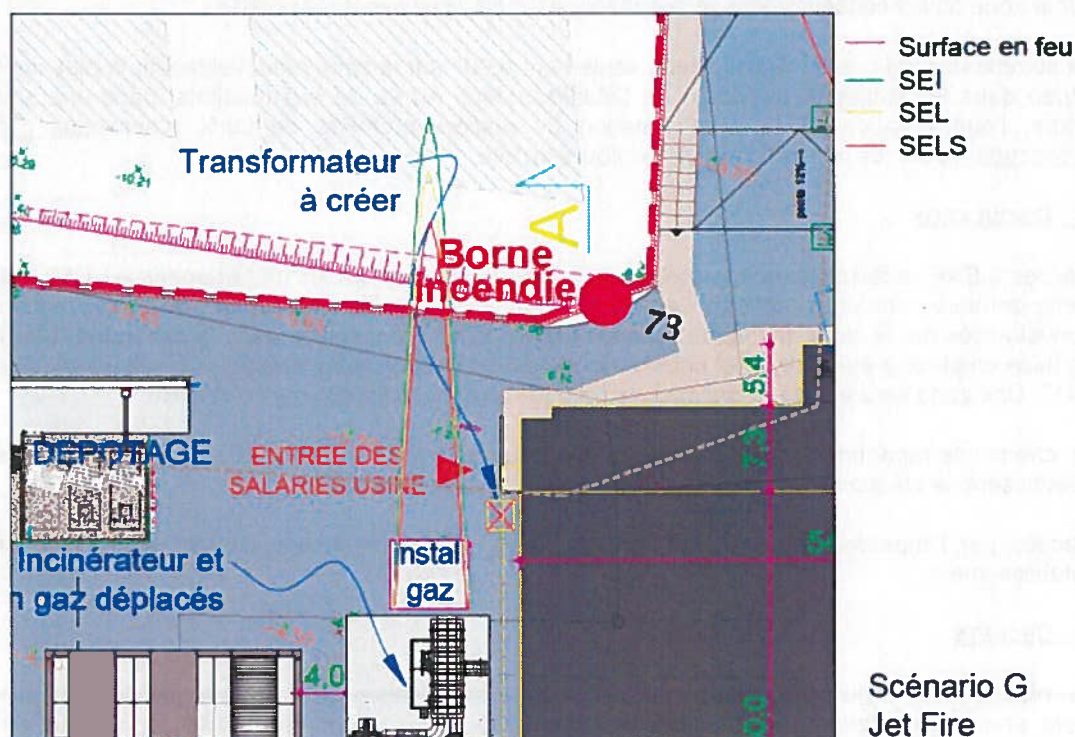
Le dossier des ouvrages exécutés a été réalisé par BIARD-ROY qui a délivré le 31 janvier 2017 un certificat de conformité pour les protections directes contre la foudre ainsi que les matériels paratonnerres (protections indirectes). Il confirme : « *L'application des niveaux de protection définis dans l'Analyse du Risque Foudre est respectée, ainsi que les objectifs de l'étude technique.* »

Les risques internes sont liés à l'utilisation de produits inflammables, 7 scénarii ont été retenus (incendie, UVCE et jet fire). Pour mémoire, il y a risque :

- d'UVCE (unconfined vapour cloud explosion correspond à une explosion de gaz à l'air libre) au niveau du dépotage de solvants et de l'alimentation en propane de l'oxydateur RTO,
- de « jet fire » (feux torche ou jets enflammés) au niveau de l'alimentation en propane de l'oxydateur RTO.

Les modélisations par le logiciel Phast montrent que seul le scénario de « jet fire » (fuite de

l'alimentation en propane du RTO) aurait des effets thermiques (3, 5 et 8 kW/m²) atteignant les lagunes communales (voir ci-dessous). En revanche, la longueur de flamme (20 m) de ce phénomène n'atteindrait pas les limites de propriété. La canalisation courte (moins de 10m), la présence de personnes peu probable, la protection de la canalisation par le bâtiment et les mesures de sécurité en place rendent cet événement possible mais extrêmement peu probable. Le risque est donc considéré comme maîtrisé.



L'analyse des effets dominos montre qu'ils ne sont pas susceptibles d'engendrer d'autres scénarii majeurs que les sept identifiés dans l'analyse préliminaire des risques.

Diverses mesures préventives sont mises en œuvre :

- stockage des produits inflammables dans des zones spécifiques,
- dépotage des produits inflammables sur une aire spécifique,
- système de surveillance par caméra pour lutter contre la malveillance,
- permis de feu et plan de prévention pour les entreprises extérieures,
- formation du personnel sur la sécurité,
- exercice annuel d'évacuation incendie,
- contrôle au moins annuel des divers équipements,
- consignes de sécurité.

L'établissement dispose de moyens de secours internes :

- parc d'extincteurs,
- réseau de 25 RIA (robinets d'incendie armés),
- système d'alarme incendie automatique,
- désenfumage des locaux.

Ces moyens seront complétés dans le cadre de la mise en œuvre du projet. En particulier, afin de satisfaire la demande du SDIS, SAP va se doter d'une réserve d'émulseurs (3000 litres) pour lutter contre le feu de liquides inflammables, elle pourra être constituée progressivement.

Les moyens internes sont complétés par trois poteaux incendie à proximité de l'établissement. Le bassin de régulation des eaux pluviales qui a été étudié pourra également être utilisé pour la rétention des eaux d'extinction en cas d'incendie.

J MEILLEURES TECHNIQUES DISPONIBLES

Le classement de l'établissement dans la rubrique 3670 de la nomenclature des installations classées fait qu'il relève de la directive IED sur le suivi des émissions industrielles, il est tenu de mettre en œuvre les meilleures techniques disponibles (MTD), celles-ci sont actuellement dans le document guide (BREF) « Traitement de surface utilisant des solvants organiques » (STS) d'août 2007.

Une analyse de la situation de SAP au regard des MTD a été réalisée, il en ressort que l'établissement est conforme aux MTD préconisées dans le BREF : une démarche « développement durable » est en place bien que l'entreprise ne soit pas certifiée ISO 14 001, des mesures de surveillance sont en place, les stockages sont limités aux besoins stricts de la production, les consommations sont suivies, les techniques de nettoyage respectent les MTD, les rejets sont traités, notamment les solvants, les MTD 138, 139 et 140 sont respectées.

K GARANTIES FINANCIÈRES

Le pétitionnaire a justifié ses capacités techniques et financières.

Étant soumis à autorisation au titre de la rubrique 2450 de la nomenclature, un calcul du montant des garanties financières a été présenté dans le dossier de demande d'autorisation conformément à l'arrêté du 31 mai 2012.


Le résultat de ce calcul est de 89 000 €, or le seuil d'exigibilité des garanties financières est de 100 000 €. SAP n'est donc pas soumis à la constitution de telles garanties.

4. CONCLUSION

L'instruction de la demande d'augmentation des capacités de production présentée par la S.A.S. Saint André Plastique (SAP) ne fait pas apparaître d'impacts ou de risques qui ne puissent être encadrés par des prescriptions réglementaires rendant l'exploitation de ce projet compatible avec les enjeux environnementaux.

Les prescriptions du projet d'arrêté joint prévoient des contrôles, des vérifications et des actions à réaliser qui permettront d'atteindre un niveau de protection de l'environnement satisfaisant.

En conséquence, nous proposons aux membres du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques d'émettre un avis favorable à la demande d'autorisation d'extension présentée par la S.A.S. Saint André Plastique aux conditions définies dans le projet d'arrêté préfectoral joint en annexe.

Validation	Rédacteur L'inspecteur de l'environnement  Jocelyn LEVAVASSEUR	Vérificateur Le chef de l'Unité Départementale  Jean-Pierre ROPTIN	Approbateur Le chef Adjoint du Service Risques  Olivier LAGNEAUX
	Rédigé le : 02/10/2017	Vérifié le : 02/10/2017	Adopté le : 2 octobre 2017